

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 22 mai 2017

Un gouvernement du patronat

L'état-major de l'offensive patronale vient donc d'être nommé par le Premier ministre Édouard Philippe. Macron jouait les « antisystème », le voilà qui aligne une brochette d'énarques, de vieux routiers de la politique prêts à retourner leur veste et de dirigeants d'entreprises. À commencer par Édouard Philippe lui-même, qui cumule les trois.

La ministre des Transports, Élisabeth Borne, était depuis deux ans PDG de la RATP, où elle préparait l'ouverture à la concurrence par des réductions d'effectifs et gel des salaires. Son bilan 2016 : 432 emplois supprimés, malgré 141 millions d'euros de bénéfices.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est le directeur de l'Essec, une école de commerce où les futurs cadres dirigeants apprennent à licencier et pressurer les salariés. Ancien directeur de l'enseignement scolaire sous Sarkozy, il s'y connaît en coupes budgétaires et suppressions de postes.

Business France au ministère du travail

Quant au ministère du Travail, d'où seront lancées les principales attaques, il est confié directement au Medef. La ministre, Muriel Pénicaud, ancienne DRH de chez Danone où elle a supprimé 900 emplois, ancienne administratrice d'Orange au moment des réorganisations qui ont provoqué de nombreux suicides, cumulait jusqu'à sa nomination les mandats d'administratrice d'Aéroports de Paris, d'administratrice à la Fondation Bettencourt-Schueller, de directrice générale de Business France et de membre du conseil de surveillance de la SNCF. Son directeur de cabinet, Antoine Foucher, était, lui, directeur général adjoint du Medef jusqu'en 2016.

Plutôt qu'une « société civile », c'est donc bien une marche militaire anti-ouvrière qui se met en place, avec des généraux aguerris issus directement des rangs du patronat. Le premier front, ce sera le Code du travail, avec pour objectif d'aller plus loin encore que la loi El Khomri – contre laquelle nous nous sommes battus nombreux au printemps dernier – afin de laisser le champ libre au patronat pour supprimer des emplois, baisser les salaires, dégrader les conditions de travail. Dans l'arsenal également, une hausse de la CSG, qui pèserait sur les salaires et les retraites, déjà bien insuffisants.

Rassemblons nos colères, pour que les ennuis du gouvernement commencent

Pendant que le gouvernement aiguise ses armes, le patronat est déjà sur le champ de bataille. Ford annonce la suppression de 20 000 emplois dans le monde pour « rassurer les actionnaires », ce qui renforce la menace sur les 1 000 de Blanquefort, dont fait partie Philippe Poutou. Il y a aussi Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool et bien d'autres.

Les 300 salariés de GM&S, un sous-traitant de PSA et Renault dans la Creuse, se battent depuis plusieurs mois contre la fermeture annoncée et menacent de faire sauter leur usine. Voyant venir les élections législatives, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a récupéré en un coup de fil la promesse des deux donneurs d'ordres d'augmenter leurs commandes et de prolonger ainsi la survie de l'usine. Pour le gouvernement il s'agit d'appâter des repreneurs qui ne s'engagent sur rien. Les ouvriers ont tout intérêt à rester mobilisés tant qu'ils n'ont pas de réelles garanties sur le maintien de tous les emplois. Le succès du rassemblement auquel ils ont appelé mardi 16 mai et auquel ont participé près de 2 000 travailleurs et soutiens n'y est sans doute pas pour rien dans l'empressement du nouveau gouvernement à afficher une promesse de solution, toute provisoire soit-elle.

Ce que le patronat et le gouvernement craignent avant toute chose : c'est de voir les travailleurs de différentes entreprises regrouper leurs forces. C'est donc cet objectif qu'il faut nous donner.

Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires. Pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau parti anticapitaliste seront présents dans un certain nombre de circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour ceux de Lutte Ouvrière dans les autres. En portant nos voix sur leurs candidatures, nous affirmerons au patronat que nous sommes prêts à relever la tête et à repousser les offensives à venir.

Un bel exemple de solidarité

Montage, B2, Rode, mercredi dernier un débrayage d'une heure a eu lieu dans la 22. Un salarié a été menacé de mise à pied pour avoir fait tomber des palettes de son car à fourche. Le RG fait du zèle depuis son arrivée et enchaîne les propos déplacés, il l'a donc menacé de lui retirer son CASES.

Notre collègue a reçu la solidarité non seulement des caristes mais aussi d'ouvriers de l'Habillage Moteur. La direction a donc dû reculer. Ça laisse imaginer ce qui se passera quand cette solidarité se propagera de bâtiments en bâtiments.

Sous payer là-bas pour mieux exploiter ici

On n'arrive pas à désengorger la Retouche : 1 150 voitures sur le parking vendredi dernier. Pour faire baisser le stock, la direction a fait venir 15 ouvriers professionnels d'Espagne pour travailler samedi et dimanche... 10 heures par jour !

Et on veut nous faire croire qu'il n'est pas nécessaire d'embaucher ? Qu'on soit salariés de PSA d'ici ou de partout en Europe, on a tous les mêmes intérêts : contre les réductions de coûts et d'effectifs et pour les embauches à la hauteur des besoins.

Pagaille en chaîne

Mardi dernier, la direction a fait mettre des traverses arrière que Trigo avait contrôlées défectueuses. Les serreuses sont tellement vieilles qu'elles sabotent le boulot. Il y a donc près de 40 véhicules sur lesquels les vis inférieures de fixation d'amortisseurs ont foiré. La direction du Montage les a quand même envoyés sur chaîne. Tous bons pour la Retouche.

La radinerie s'ajoute au désordre. Une pagaille dont la direction du Montage est seule responsable.

Imposer les H+ qui justifient les suivantes

Montage, B2, équipe C, dans la nuit de vendredi, on était très en dessous des objectifs, pour cause de manque de caisses et autres problèmes techniques. La direction n'en avait pas moins obligé la 12 à venir bosser en horaire affiché le lendemain, dans les mêmes conditions. Elle nous obligera encore à revenir pour rattraper les ratés de ces deux séances.

Ceux qui nous font la leçon sur la qualité en vue de la D34 peuvent aller réparer eux-mêmes leurs machines. Car pour la direction un seul mot d'ordre : faites le chiffre, la qualité on s'en fout !

Aires de repos ventilées à la poussière

Au Kitting, Brin MV2, les ouvriers n'ont pas de salle d'UEP. La direction a fait poser une table et des chaises au bord du Kitting, dans la poussière et la crasse. Ils ont pensé à mettre un nouveau Kitting au B2 mais pas une salle de repos. Un Kitting tout neuf sans salle de repos, ce sera ça l'usine moderne de la direction !... Si on la laisse faire.

À Rennes, CDI et intérimaires font bloc contre PSA

Au moment où la direction de PSA La Janais lance la 5008, à grands coups de séances obligatoires les samedis et jours fériés (comme chez nous), nos collègues de Rennes débrayent. Samedi 13 et vendredi 19 mai, ils étaient plus d'une centaine (dont des intérimaires) à arrêter le travail pendant une heure

Ils en ont marre des postes surchargés, des sous-effectifs, des moyens manquants, des heures sup, des changements d'horaires permanents et au dernier moment, ils réclament l'embauche de centaines d'intérimaires qui travaillent sur le site.

Toutes leurs revendications sont exactement les nôtres ! À PSA Sevelnord il y a aussi eu des débrayages contre les sous-effectifs permanents. Si nous nous coordonnions sur tous les sites pour faire comme eux, la direction serait bien obligée de céder.

La flotte présidentielle

La direction de PSA s'est enorgueillie que Macron fasse sa descente des Champs-Élysées dans un modèle Citroën, la DS7, qui à cette heure n'est pas encore vendue au public. Visiblement les DS portent la poisse : car comme Hollande en DS5 il y a 4 ans, le fils spirituel Hollandiste a lui aussi pris la flotte...

PSA met gracieusement à disposition une voiture à l'Élysée en comptant sur les faveurs du locataire du palais pour favoriser ses intérêts, en particulier sur une « libéralisation » accrue du droit du travail.

Leur société civile et la nôtre

La « société civile » est un mot à la mode. Macron veut la faire entrer à l'Assemblée : 58 patrons, 17 avocats, 13 médecins, 12 acteurs de la finance... qui se présentent à l'élection sous les couleurs de Macron. C'est ça sa « société civile » à lui...

Avec Macron, après une flopée d'affairistes (à peine 2 % des députés venant de la catégorie employés et ouvriers), ce seraient encore plus de patrons qui iraient eux-mêmes voter des lois anti-ouvrières à l'Assemblée. Tu parles d'une nouveauté !

La Françafrique toujours en marche

À peine élu président, Emmanuel Macron est allé rendre visite aux militaires français engagés dans l'opération « Barkhane », au nord du Mali, pour poser en chef de guerre et promettre un renforcement de la présence militaire française.

Les présidents se succèdent, les guerres menées en Afrique et ailleurs continuent. Lancée prétendument au nom de « la guerre contre le terrorisme » cette guerre de l'armée française au Mali vise à consolider la tutelle des multinationales françaises sur la région : celle du groupe Bolloré au Mali et les autres ex-colonies françaises d'Afrique, celle d'Areva, qui exploite l'uranium des mines du Niger voisin.